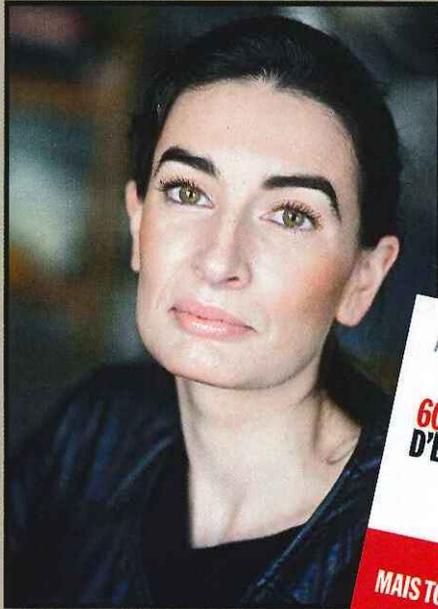


UN CAFÉ AVEC MARIELLA

# TIR GROUPE

Propos recueillis par Mariella Berthéas



## La dette publique, selon Agnès Verdier-Molinié

*Après le premier bulletin d'information du matin, qui n'incite pas à l'optimisme ni à attaquer la journée la fleur au fusil, je reçois chez moi Agnès Verdier-Molinié, vice-présidente de l'IFRAP (Fondation pour la recherche sur les administrations et les dépenses publiques). Je voudrais mieux comprendre la situation. J'ouvre la porte à une jeune femme ravissante, nouvelle vedette des émissions économiques, qui semble ne pas avoir une minute à perdre! Son dernier livre, 60 milliards d'économies! Oui... mais tous les ans — déjà best-seller —, m'a éclairée voire choquée. Une première question s'impose.*

**Mariella Berthéas :** De quel signe êtes-vous ?

**Agnès Verdier-Molinié :** Capricorne ascendant Bélier

**MB :** Le Capricorne déteste l'improvisation et l'incertitude. Il fait toujours preuve de rigueur en toutes choses. Est-ce ainsi que vous avez traité l'épineux sujet des dépenses publiques dans votre livre ?

**AVM :** Oui. J'ai analysé les possibilités de réforme du fonctionnement de l'État afin de réaliser 60 milliards d'économie... La France est le dernier pays à ne pas communiquer les chiffres du fonctionnement de ses administrations, il n'y a aucune transparence de la technostructure. Il est indispensable de donner aux citoyens et donc aux contribuables l'accès à ces statistiques. Si aujourd'hui nous sommes pessimistes, c'est parce que nous nous rendons compte qu'une partie de notre liberté est amputée "pour notre bien". Et "pour

notre bien", d'autres gèrent notre vie à notre place, consolidant des dettes colossales et révoltantes autant que des solutions médiocres qui nous angoissent. Résultat : un système prodigue, non finançable, avec plus de 100 milliards d'euros de déficit public annuel. Depuis 40 ans, pas un seul gouvernement n'a osé affronter l'opinion publique pour tailler dans le vif. Nous sommes suspendus au-dessus du vide à nous balancer entre désespoir et récession. Nos services publics sont parmi les plus coûteux d'Europe. Dépensier et aveugle, ce système aspire la richesse du pays, étouffant toute création de croissance. À condition de faire tomber certains tabous et d'oser évaluer notre coûteux modèle social, une sortie de crise est donc possible, mais le gouvernement aura-t-il le courage d'affronter les corporatismes et les blocages politiques ?

**MB :** Quelle serait la priorité selon vous ?

**AVM :** L'Éducation nationale. Pourquoi ne pas donner à chaque région la

responsabilité de l'éducation en lui octroyant un forfait par an et par élève ? Ce serait à elle d'en faire bon usage. Voire expérimenter de nouvelles pédagogies. Pourquoi un élève coûte-t-il 9 000 euros par an dans le public alors qu'il revient à 2 500 dans le privé ? Ce surcoût vient des retraites des enseignants, fonctionnaires d'État. En France, le problème est que tout le monde veut être fonctionnaire d'État.

**MB :** Quid de la paternité de cette dette ?

**AVM :** Je lui donnerais trois "pères" : la Haute Administration, avec ses élites les plus intelligentes ; les élus qui cumulent tout et oublient l'intérêt général ; et enfin les syndicats, sans adhérents... La France est aujourd'hui la championne de la fausse concurrence et, à l'image des entreprises, il est impératif que le service public devienne compétitif afin qu'il nous coûte le juste prix. —

*60 milliard d'économies! Oui... mais tous les ans, de Agnès Verdier-Molinié (Albin Michel)*